

ARRÊTÉ
portant levée de mise en demeure
à l'encontre de la SCEA La Chesnaie Giffard, concernant l'élevage de porcs
situé au lieu-dit « La Chesnaie Giffard » à GAËL

Le préfet de la région Bretagne,
préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu le code de l'environnement, et notamment le titre I du livre V des parties législatives et réglementaires ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 22 septembre 2023 portant nomination de M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu le décret du 10 octobre 2024, portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2102 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 janvier 2023 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mars 2023 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2024 établissant le 7^{ème} programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu la lettre d'instruction du préfet de région du 30 novembre 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41163 du 5 août 2013 autorisant l'EARL LA CHESNAIE GIFFARD à exploiter un élevage de porcs, situé au lieu-dit « La Chesnaie Giffard » à GAËL ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 août 2023, portant mise en demeure à l'encontre de l'EARL LA CHESNAIE GIFFARD de respecter les prescriptions des arrêtés préfectoraux et ministériels susvisés dans l'exploitation de l'élevage précité ;

Vu le récépissé de déclaration de succession n° 44849 du 26 septembre 2023 par lequel la SCEA LA CHESNAIE GIFFARD succède à l'EARL LA CHESNAIE GIFFARD dans l'exploitation de l'élevage précité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu le courriel de l'inspection des installations classées du 10 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a répondu de manière satisfaisante aux observations figurant dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 août 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Objet de l'arrêté

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 août 2023 susvisé, imposant à l'EARL LA CHESNAIE GIFFARD de respecter la réglementation applicable à ses installations situées au lieu-dit « La Chesnaie Giffard » sur la commune de GAËL, est abrogé.

Article 2 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCEA LA CHESNAIE GIFFARD et dont une copie sera adressée au maire de la commune de GAËL.

Fait à Rennes, le 31 décembre 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Larrey', written over a horizontal line.

Pierre LARREY